

Non au séparatisme des kouffars !



Au nom d'Allah le Clément, le Miséricordieux,

Chers frères et sœurs,

C'est avec enthousiasme que je vous écris aujourd'hui, car je n'apprends en ce moment que des bonnes nouvelles. La dernière en date est l'acte de bravoure de notre frère tunisien Jamel Gorchene qui, au nom du djihad ordonné par Allah le Très-Haut, a immolé une policière mécréante à l'entrée du commissariat de Rambouillet. Il a hélas été tué à son tour, mais nous savons qu'il est maintenant auprès de son Seigneur dans les Jardins d'Eden, selon la parole de notre Prophète – que le Salut et la Bénédiction soient sur lui.

Un autre de nos frères djihadistes, Kobili Traoré, est en revanche toujours vivant, après avoir éliminé la Juive Sarah Halimi (Allahu akbar !) ... Vivant, et – ne riez pas – déclaré irresponsable du fait d'une prétendue « bouffée délirante » causée par sa consommation de cannabis ! Il ne sera donc même pas jugé et ne subira qu'un traitement psychiatrique – espérons que ce traitement sera de courte durée, Inch'Allah, et que notre frère sera rapidement libéré... La « justice » des

kouffars est vraiment impayable !

Nos frères et sœurs s'en sont bien entendu réjouis dans les quartiers dits « hors la loi » (en réalité, soumis à la meilleure loi, celle d'Allah le Très-Haut) et nos jeunes ont redoublé d'ardeur dans leur djihad contre les keufs. Ils portent des cagoules, ce qui leur permet la plupart du temps d'échapper aux recherches. Même s'ils sont arrêtés, ils sont souvent remis en liberté dans l'attente d'un jugement, faute de place en prison. Et finalement, avec un peu de chance – par exemple au récent procès de nos jeunes combattants qui s'étaient distingués en 2016 à Viry-Châtillon –, plusieurs sont acquittés « faute de preuves »... grâce à la cagoule !

Notre Oumma s'impose ainsi dans de plus en plus de quartiers, et même de communes, où nous contribuons à faire élire des municipalités écolo-gauchistes à notre dévotion, comme à Strasbourg où va se construire, Inch'Allah, la plus grande mosquée d'Europe. Plus discrètement, dans tous les quartiers où nous sommes bien implantés, nous faisons fermer tous les commerces impurs et nous imposons la charia dans tout l'espace public, en particulier pendant le ramadan. En revanche, nous fêtons la rupture du jeûne jusqu'à une heure avancée de la nuit sans qu'aucun mécréant n'ose protester, ni même appeler les keufs – d'ailleurs, couvre-feu ou pas, la flicaille a ordre de ne pas intervenir !

Dans ces quartiers et dans ces villes, nous sommes donc de plus en plus chez nous, ce qui fait fuir les kouffars. Les Juifs sont partis les premiers, nombre d'entre eux faisant même leur alya – le retour en Israël. Puis, ce fut le tour des associateurs et autres mécréants, à commencer par les jeunes parents dont l'islamophobie prenait prétexte de la « protection » de leurs enfants. Au début, nous avons trouvé ça très bien, parce que ça favorisait notre domination numérique. Mais maintenant, dans certains quartiers, les kouffars sont tellement minoritaires qu'il n'y en a presque plus, à part quelques vieux... C'est bien simple, on est tellement chez nous

qu'on se croirait au bled !

Le problème, c'est que ça commence à se savoir. Même le Président Emmanuel Macron est au courant. Visitant, le 19 avril dernier, le quartier « sensible » de La Mosson, à Montpellier, il a été interpellé par une de nos sœurs qui lui a déclaré : *« Je déplore le manque de mixité dans le collège de quartier, les gens ne mettent plus les enfants dans le même quartier, ce qui est vraiment dommage. Monsieur le président, j'ai mon fils qui a huit ans, il m'a demandé si le prénom de « Pierre » existait vraiment ou si ce n'est que dans les livres, tellement il y a un manque de mixité dans le quartier. C'est vraiment grave. »*

Quand on m'a raconté ça, d'abord ça m'a fait rire. Je me disais : « Qu'est-ce que ça peut lui faire ? Que les kouffars aillent en enfer ! » Et puis, j'ai regardé mon mari, il avait l'air soucieux : « – Notre sœur a raison, a-t-il dit, il ne faut pas qu'ils s'en aillent tous... » J'ai donc décidé, avec sa permission, d'organiser une réunion du Collectif des associations des femmes françaises en niqab (Caffen) pour en discuter.

Cela s'est passé à la mosquée, en présence de l'imam – c'est un homme savant et sage. Après mon exposé de la situation, les premières réactions ont exprimé notre joie de voir la loi d'Allah, peu à peu, dominer la France, mais la discussion a rapidement pris une tournure revendicative :

« – Tous ces enfants qu'on retire de l'école, toutes ces familles qui déménagent, c'est du manque de respect à notre égard...

– C'est même de l'islamophobie ! On a des associations antiracistes, c'est elles qui devraient porter plainte !

– Et s'ils s'en vont tous, qui va payer les taxes pour financer l'action municipale ?

- On leur a pourtant bien dit, à ces faces de craie, que la diversité était une richesse !
- Attends, là, je ne comprends plus, la diversité, c'est nous !
- Mais non, si maintenant on est ici chez nous, la diversité, c'est eux !
- Mais alors, ceux qui s'en vont, c'est du séparatisme, du séparatisme islamophobe...
- Il faut faire des lois pour l'interdire ! »

C'est alors que notre imam est intervenu. Si les kouffars fuient, a-t-il expliqué, c'est parce qu'ils ont peur : ils souffrent d'un sentiment d'insécurité qui leur est insufflé par la propagande de l'extrême droite, la moindre petite erreur de jeunesse commise par un des nôtres étant instrumentalisée pour alimenter l'islamophobie... Par conséquent, dès qu'ils prennent le contrôle d'une municipalité, nos frères doivent lutter contre ce séparatisme islamophobe en offrant aux mécréants un statut qui leur assure une protection. Notre Noble Coran l'a prescrit : « Comment y aurait-il pour les associateurs un pacte admis par Allah et par Son messager ? À l'exception de ceux avec lesquels vous avez conclu un pacte près de la Mosquée sacrée. Tant qu'ils sont droits envers vous, soyez droits envers eux. Car Allah aime les pieux » (Sourate 9 : 7). Et le Calife Omar ibn Al-Khattâb, qui fut le 2^e calife de l'islam après avoir été un compagnon du Prophète – que le Salut et la Bénédiction soient sur lui –, a défini les clauses de la protection (dhimma) que nous accordons aux mécréants juifs et chrétiens qui se soumettent à notre domination.

C'est ce « Pacte d'Omar » qu'il nous faut aujourd'hui actualiser pour le faire appliquer dans toutes les villes et tous les territoires dont nous prendrons le contrôle,

Inch'Allah. Les signataires de ce pacte s'engageront à respecter l'islam et les musulmans, à s'abstenir de toute activité haram (notamment de tout commerce d'aliments impurs ou d'alcool), à payer l'impôt de capitation (jizya) et à ne pas soustraire leurs enfants d'une saine mixité scolaire avec les nôtres. Ils devront se vêtir avec modestie (le port du hidjab sera obligatoire pour les femmes), et ils porteront sur leurs vêtements un signe distinctif de leur statut de dhimmi, moyennant quoi ils pourront circuler en ville sans être inquiétés. Si malgré tout certains d'entre eux persistaient à vouloir s'exiler, notre imam a envisagé en outre quelques mesures dissuasives, telles que la confiscation de leurs biens immobiliers ou la menace de lourdes amendes.

Bien entendu, a-t-il ajouté, ça ne se fera pas du jour au lendemain, car il nous faudra d'abord, au cas par cas, obtenir notre autonomie législative, au nom du multiculturalisme et du principe de subsidiarité, en attendant que la France entière, Inch'Allah, soit islamisée. Mais il n'est pas trop tôt pour sensibiliser l'opinion publique aux bienfaits de la soumission. Nos associations doivent, pour cela, s'allier avec les partis de gauche qui nous soutiennent pour organiser des manifestations contre le séparatisme islamophobe et pour promouvoir la « Charte du vivre-ensemble » – c'est le nom que nous donnerons à la version moderne du Pacte d'Omar. Il a donc été décidé qu'au nom du Caffen, je solliciterai un rendez-vous avec Jean-Luc Mélenchon pour rechercher avec lui une plateforme d'action politique.

L'idéal vers lequel nous devons tendre, a conclu notre imam, est que les kouffars eux-mêmes en viennent à nous demander notre protection, quitte à être prêts pour cela à collaborer avec nous, par exemple en dénonçant nos ennemis... « – Y en aurait-il beaucoup qui seraient prêts à cela ? » lui ai-je demandé. L'imam (que je sais très féru de l'histoire de la France contemporaine) a eu un petit sourire : « – Des collabos ?... Il n'y aura pas de problème. Dans ce pays, ce n'est pas ça

qui manque... »

Que la Paix et la Bénédiction d'Allah le Très-Haut soient sur vous et sur tous ceux qui suivent le chemin droit jusqu'au Jour du Jugement Dernier.

Leïla ADJAUD, présidente du directoire du Collectif des associations de femmes françaises en niqab (CAFFEN).